

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C – 2023/47212]

27 OCTOBRE 2023. — Arrêté ministériel remplaçant l'annexe 2 de l'arrêté ministériel du 14 janvier 2020 déterminant le modèle de la déclaration écrite par laquelle les partis politiques s'engagent, pour l'élection de la Chambre des représentants, à déclarer leurs dépenses électorales, à déclarer l'origine des fonds qu'ils utilisent pour couvrir ces dépenses et à enregistrer l'identité des personnes physiques qui leur ont fait des dons de 125 euros et plus ainsi que l'identité des entreprises, des associations de fait et des personnes morales qui leur ont fait des sponsorings de 125 euros et plus, et fixant les modèles de la déclaration consignant les dépenses consenties par le parti à des fins de propagande électorale ainsi que de la déclaration d'origine des fonds utilisés par le parti pour couvrir ces dépenses

FEDERALE OVERHEIDS DIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C – 2023/47212]

27 OKTOBER 2023. — Ministerieel besluit tot vervanging van de bijlage 2 bij het ministerieel besluit van 14 januari 2020 tot vaststelling van het model van de schriftelijke verklaring waarbij de politieke partijen zich, voor de verkiezing van de Kamer van Volksvertegenwoordigers, ertoe verbinden hun verkiezingsuitgaven aan te geven, de herkomst van de geldmiddelen die zij gebruiken om die uitgaven te dekken, aan te geven, en de identiteit van de natuurlijke personen die hen giften gedaan hebben van minstens 125 euro, alsook de identiteit van de ondernemingen, de feitelijke verenigingen en de rechtspersonen die gesponsord hebben voor minstens 125 euro, te registreren, en tot vaststelling van de modellen van de verklaring waarin de door de partij gedane uitgaven voor verkiezingspropaganda vastgelegd worden, en van de verklaring inzake de herkomst van de geldmiddelen die de partij gebruikt heeft om die uitgaven te dekken

La Ministre de l'Intérieur, des Réformes institutionnelles et du Renouveau démocratique,

Vu la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électORALES engagées pour les élections des Chambres fédérales, ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques, telle qu'elle a été modifiée en dernier lieu par la loi du 11 juin 2015, notamment l'article 6 ;

Vu l'arrêté royal du 20 mai 2022 relatif au contrôle administratif, budgétaire et de gestion, article 6, 2° ;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996 ;

Considérant que le présent arrêté n'est pas directement ou indirectement de nature à influencer les recettes ou à entraîner des dépenses nouvelles et qu'il n'est pas de nature réglementaire comme exigé par l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat ;

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'arrêté ministériel du 14 décembre 2020 déterminant le modèle de la déclaration écrite par laquelle les partis politiques s'engagent, pour l'élection de la Chambre des représentants, à déclarer leurs dépenses électorales, à déclarer l'origine des fonds qu'ils utilisent pour couvrir ces dépenses et à enregistrer l'identité des personnes physiques qui leur ont fait des dons de 125 euros et plus ainsi que l'identité des entreprises, des associations de fait et des personnes morales qui leur ont fait des sponsorings de 125 euros et plus, et fixant les modèles de la déclaration consignant les dépenses consenties par le parti à des fins de propagande électorale ainsi que de la déclaration d'origine des fonds utilisés par le parti pour couvrir ces dépenses, l'annexe 2 établissant le modèle de formulaire, relatif aux déclarations consignant les dépenses électORALES engagées par les partis politiques à des fins de propagande électorale et l'origine des fonds utilisés par les partis politiques pour couvrir ces dépenses, est remplacée par le modèle figurant à l'annexe du présent arrêté..

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le lendemain de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 27 octobre 2023.

A. VERLINDEN

De Minister van Binnenlandse Zaken, Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing,

Gelet op de wet van 4 juli 1989 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezingen van de federale Kamers, de financiering en de open boekhouding van de politieke partijen, zoals laatst gewijzigd door de wet van 11 juni 2015, inzonderheid op artikel 6;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 mei 2022 betreffende de administratieve, begrotings- en beheerscontrole, artikel 6, 2°;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, eerste lid, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Overwegende dat dit besluit rechtstreeks of onrechtstreeks, niet van die aard is om inkomsten te beïnvloeden, of tot nieuwe uitgaven te leiden en dat dit besluit niet van reglementaire aard is, zoals vereist bij artikel 3, § 1, eerste lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Besluit :

Artikel 1. In het ministerieel besluit van 14 december 2020 tot vaststelling van het model van de schriftelijke verklaring waarbij de politieke partijen zich, voor de verkiezing van de Kamer van Volksvertegenwoordigers, ertoe verbinden hun verkiezingsuitgaven aan te geven, de herkomst van de geldmiddelen die zij gebruiken om die uitgaven te dekken, aan te geven, en de identiteit van de natuurlijke personen die hen giften gedaan hebben van minstens 125 euro, alsook de identiteit van de ondernemingen, de feitelijke verenigingen en de rechtspersonen die gesponsord hebben voor minstens 125 euro, te registreren, en tot vaststelling van de modellen van de verklaring waarin de door de partij gedane uitgaven voor verkiezingspropaganda vastgelegd worden, en van de verklaring inzake de herkomst van de geldmiddelen die de partij gebruikt heeft om die uitgaven te dekken, wordt de bijlage 2 tot vaststelling van het model van formulier, betreffende de verklaringen waarin de door de politieke partijen gedane verkiezingsuitgaven voor verkiezingspropaganda vastgelegd worden, alsook de herkomst van de geldmiddelen die de politieke partijen gebruikt hebben om die uitgaven te dekken, vervangen door het model dat is opgenomen in de bijlage van dit besluit.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag volgend op de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Brussel, 27 oktober 2023.

A. VERLINDEN

ANNEXE**ÉLECTION DE LA CHAMBRE DES REPRESENANTS****EN DATE DU ...¹****FORMULAIRE DE DÉCLARATION GLOBAL****PARTIS POLITIQUES**

! Vous êtes tenu d'introduire ce formulaire de déclaration, complété, daté et signé, dans les quarante-cinq jours qui suivent la date des élections, auprès du président du bureau principal de la circonscription électorale pour l'élection de la Chambre des représentants, dans le ressort de laquelle le siège du parti est établi, et à transmettre, en vue de l'exercice du droit de consultation visé à l'article 94ter, § 2, alinéa 2, du Code électoral, une copie de cette déclaration, selon le cas, au président du collège électoral français, néerlandais ou germanophone. Vous vous verrez alors remettre ou envoyer un récépissé.

- *Loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour l'élection de la Chambre des représentants, ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques*
- *Loi du 19 mai 1994 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour l'élection du Parlement européen*
- *Loi du 19 mai 1994 réglementant la campagne électorale, concernant la limitation et la déclaration des dépenses électorales engagées pour les élections du Parlement wallon, du Parlement flamand, du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale et du Parlement de la Communauté germanophone, et fixant le critère de contrôle des communications officielles des autorités publiques*

Dénomination, sigle et, le cas échéant, numéro d'ordre commun du parti politique :

.....

Adresse du siège national du parti politique :

.....

Nombre de listes présentées sous un numéro d'ordre commun et un sigle protégé :

.....

Le(s) soussigné(s), dûment mandaté(s) par le parti politique mentionné ci-dessus, déclare(nt) les dépenses électorales mentionnées ci-après :

¹ Mentionner la date de l'élection.

A. DÉPENSES ÉLECTORALES

Le montant maximum qui vaut pour votre parti²³ :

Veuillez compléter les rubriques ci-dessous ainsi que celles sous B et éventuellement celles sous C.

Instrument de campagne	Dépenses pour la campagne du parti politique	Dépenses pour la campagne commune avec des candidats	
		Part du parti politique dans la campagne commune ⁴	Coût total de la campagne commune
1. Publicité dans les médias traditionnels			
2. Frais de production de matériel audiovisuel			
3. Imprimés électoraux			
4. Frais d'envoi et de distribution de propagande électorale			
a. Envoi par courrier postal			
b. Autre type de distribution			
5. Campagne numérique			
a. Production de site ou de page internet			
b. Publicités sur les sites internet de tiers			
c. Publicités sur les réseaux sociaux (FB, Instagram, Tik Tok,...)			
d. Autres (à préciser ⁵), par exemple, courriel, sms, Whatsapp, boost de publication, logiciel d'analyse,...			

³ Vous devez conserver, pendant les cinq ans qui suivent la date des élections, les pièces justificatives relatives aux dépenses électorales (factures, etc.) et à l'origine des fonds que vous y avez consacrés.

³ La campagne doit être menée dans le respect de la loi relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

⁴ Lorsque le parti s'associe à ses candidats pour mener une campagne électorale commune, ils doivent déterminer préalablement et par écrit la part que chacun d'entre eux va déclarer. Vous joindrez une copie de cet accord en annexe à votre déclaration.

⁵ Lorsqu'on vous demande des précisions, veuillez-les communiquer sur une feuille annexe. Chaque annexe doit être numérotée, datée et paraphée.

6. Manifestation électorales			
7. Divers (à préciser⁶)			
SOUS-TOTAUX :			
MONTANT TOTAL des sous-totaux :			

⁶ Voir la note en bas de page n°5.

B. RÉPARTITION DES DÉPENSES ÉLECTORALES EN FONCTION DE L'ORIGINE DES FONDS SERVANT À FINANCER LA CAMPAGNE

Rubrique	ORIGINE DES FONDS SERVANT À FINANCER LA CAMPAGNE		Montants
1.	Fonds en provenance du patrimoine propre du parti :		
2.	Dons en espèces de personnes physiques :	a. dons à enregistrer d'un montant de 125 euros ou plus par donateur ⁷ :	
		b. dons à ne pas enregistrer d'un montant de moins de 125 euros par donateur :	
3.	Contre-valeur de dons en nature de personnes physiques :		
		a. contre-valeur à enregistrer d'un montant de 125 euros ou plus par donateur ⁸ :	
		b. contre-valeur à ne pas enregistrer d'un montant de moins de 125 euros par donateur :	
4.	Contre-valeur de prestations ou services de personnes physiques assimilés à des dons :	a. contre-valeur à enregistrer d'un montant de 125 euros ou plus par donateur ⁹ :	
		b. contre-valeur à ne pas enregistrer d'un montant de moins de 125 euros par donateur :	
5.	Intervention financière des composantes du parti politique :		
6.	Contre-valeur de dons en nature des composantes du parti politique :		
7.	Contre-valeur de prestations ou services assimilés à des dons des composantes du parti politique :		
8.	Sponsorings en espèces par des entreprises, des associations de fait et des personnes morales :		
	a. sponsorings à enregistrer d'un montant de 125 euros ou plus par sponsor:		

⁷  **Vous êtes tenu d'enregistrer l'identité du donneur ainsi que le montant reçu de lui et de transmettre ces renseignements, dans les quarante-cinq jours qui suivent la date des élections, au moyen du formulaire en annexe, directement, en ce qui concerne les élections du Parlement européen et de la Chambre des représentants, à la Commission fédérale de contrôle des dépenses électORALES et de la comptabilité des partis politiques (Chambre des représentants, Secrétariat de la Commission de contrôle des dépenses électORALES, Place de la Nation, 2, 1008 Bruxelles) et, en ce qui concerne les élections des Parlements de communauté et de région, au Parlement de communauté ou de région concerné ou à l'organe désigné par lui. Etant donné leur caractère strictement confidentiel, ces données ne peuvent pas être communiquées au président du bureau principal de la circonscription électORALE ou du collège électoral et ne peuvent par conséquent pas être consultées par les électeurs.**

⁸ Voir la note en bas de page n° 7.

⁹ Voir la note en bas de page n° 7.

	b. sponsorings à ne pas enregistrer d'un montant de moins de 125 euros par sponsor:	
9.	Contre-valeur de sponsorings en produits en échange de publicité par des entreprises, des associations de fait et des personnes morales :	
	a. contre-valeur à enregistrer d'un montant de 125 euros ou plus par sponsor :	
	b. contre-valeur à ne pas enregistrer d'un montant de moins de 125 euros par sponsor :	
10	Fonds provenant du patrimoine personnel d'un candidat qui ont été imputés sur le quota de dépenses autorisées du parti :	
11	Divers (à préciser ¹⁰) :	
MONTANT TOTAL :		

¹⁰ Voir la note en bas de page n° 5.

C. DIVERS**1. Figure de proue**

Les figures de proue qui ont été désignées par le parti conformément à l'article 2, § 1^{er}, dernier alinéa, des lois précitées du 4 juillet 1989 et du 19 mai 1994, sont les suivantes :

Candidat (nom et prénoms)	Circonscription électorale	Montant

2. Soutien de la campagne électorale individuelle par le parti (la règle dite des 25 pour cent – 10 pour cent)

Conformément à l'article 2, § 1^{er}, avant-dernier alinéa, des lois précitées du 4 juillet 1989 et du 19 mai 1994, le parti peut transférer à ses candidats 25 pour cent du montant maximum qui vaut pour lui et qu'il peut consacrer aux dépenses électorales. Sur ces 25 pour cent, un parti ne peut attribuer que 10 pour cent maximum à un candidat. Ce dernier peut affecter ce montant, comme bon lui semble, à sa campagne électorale individuelle. Le candidat ne doit pas mentionner ce montant dans sa propre déclaration de dépenses électorales. C'est au parti qu'il appartient de le faire. Toutefois, le candidat concerné est tenu de mentionner, pour mémoire, les dépenses en question dans sa déclaration.

Le parti a octroyé aux candidats suivants dans les limites fixées par l'article 2, § 1^{er}, avant-dernier alinéa, des lois précitées du 4 juillet 1989 et du 19 mai 1994, afin de financer leur campagne électorale individuelle, le montant mentionné ci-après :

Candidat (nom et prénoms)	Circonscription électorale	Montant

3. Candidats supplémentaires qui peuvent dépenser le montant maximum

Circonscription électorale pour l'élection de la Chambre des représentants	Candidat (nom et prénoms)
Bruxelles-Capitale	
Brabant wallon	
Hainaut	
Liège	
Luxembourg	
Namur	

Nombre d'annexes (chaque annexe doit être numérotée, datée et paraphée) :

Date et signature,

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 27 octobre 2023.

La Ministre de l'Intérieur, des Réformes institutionnelles, et du Renouveau
démocratique

Annelies Verlinden

BIJLAGE**VERKIEZING VAN DE KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS****OP DATUM VAN ...¹****GLOBAAL AANGIFTEFORMULIER****POLITIEKE PARTIJEN**

Dit aangifteformulier moet, ingevuld, gedateerd en ondertekend, ingediend worden binnen de vijfenvijftig dagen na de datum van de verkiezingen, bij de voorzitter van het kieskringhoofdbureau voor de verkiezing van de Kamer van Volksvertegenwoordigers in wiens rechtsgebied de zetel van de partij gevestigd is. Met het oog op de uitoefening van het inzagerecht bedoeld in artikel 94ter, §2, tweede lid, van het Kieswetboek, moet een kopie van deze aangifte bezorgd worden aan, naar gelang van het geval, de voorzitter van het Nederlandse, Franse of Duitstalige kiescollege. Er zal u een ontvangstbewijs overhandigd/opgestuurd worden.

- *Wet van 4 juli 1989 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezing van de Kamer van volksvertegenwoordigers, de financiering en de open boekhouding van de politieke partijen.*

- *Wet van 19 mei 1994 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezing van het Europees Parlement.*

- *Wet van 19 mei 1994 tot regeling van de verkiezingscampagne en tot beperking en aangifte van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezingen van het Vlaams Parlement, het Waals Parlement, het Brussels Hoofdstedelijk Parlement en het Parlement van de Duitstalige Gemeenschap, alsmede tot vaststelling van de toetsingsnorm inzake officiële mededelingen van de overheid.*

Naam, letterwoord en, in voorkomend geval, gemeenschappelijk volgnummer van de politieke partij:

.....

Adres van de nationale zetel van de politieke partij:

.....

Aantal voorgedragen lijsten met een gemeenschappelijk volgnummer en een beschermd letterwoord :

.....

De ondergetekende(n), behoorlijk gemachtigd door de voormelde politieke partij, doet (doen) aangifte van onderstaande verkiezingsuitgaven:

¹ De datum van de verkiezingen vermelden.

A. VERKIEZINGSUITGAVEN

Het voor u geldende maximumbedrag^{2:} ³.....

Gelieve zowel de hieronder vermelde rubrieken als die onder de letter B en eventueel onder C in te vullen.

Campagnemiddel	Uitgaven voor de individuele persoonlijke campagne	Uitgaven voor de gemeenschappelijke campagne	
		Aandeel van de politieke partij in de gemeenschappelijke campagne ⁴	Totale kostprijs van de gemeenschappelijke campagne
1. Advertenties in traditionele media			
2. Productiekost audiovisueel materiaal			
3. Verkiezingsdrukwerk			
4. Verzendings- en distributiekosten voor verkiezingspropaganda			
a. Verzending via post			
b. Bedeling op andere manier			
5. Digitale campagne			
a. productie website of webpagina			
b. Advertenties op website van derden			
c. Advertenties op sociale media (FB, Instagram, Tik Tok,...)			
d. Andere (te preciseren ⁵) bv. Email, sms, Whatsapp, page booster, analysesoftware,...)			
6. Verkiezingsmanifestaties			
7. Varia (te preciseren⁶)			

² U dient de stavingsstukken betreffende de verkiezingsuitgaven (facturen, enz.) en de herkomst van de geldmiddelen die daaraan werden besteed, gedurende vijf jaar na de verkiezingen te bewaren.

³ De campagne dient te worden gevoerd met inachtneming van de wet betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens.

⁴ Wanneer de partij samen met haar kandidaten een gemeenschappelijke verkiezingscampagne voert, dient zij met hen vooraf schriftelijk te bepalen welk gedeelte ieder van hen zal aangeven. U dient een kopie van deze overeenkomst bij uw aangifte bij te voegen.

⁵ Wanneer u gevraagd wordt iets te preciseren, gelieve dat dan op een bijlage te doen. Elke bijlage dient te worden genummerd, gedateerd en geparafeerd.

⁶ Zie voetnoot 5.

SUBTOTALEN			
TOTAALBEDRAG van de subtotalen			

B. OPSPLITSING VAN DE VERKIEZINGSUITGAVEN VOLGENS DE HERKOMST VAN DE GELDMIDDELEN WAARMEE ZE ZIJN GEFINANCIERD

Rubriek	HERKOMST VAN DE GELDMIDDELEN OM DE CAMPAGNE TE FINANCIEREN		Bedragen
1.	Geldmiddelen afkomstig van het eigen patrimonium van de partij:		
2.	Giften in geld van natuurlijke personen:	a. te registreren giften ten belope van 125 euro of meer per schenker ⁷ :	
		b. niet te registreren giften ten belope van minder dan 125 euro per schenker:	
3.	Tegenwaarde van giften in natura van natuurlijke personen:		a. te registreren tegenwaarde ten belope van 125 euro of meer per schenker ⁸ :
		b. niet te registreren tegenwaarde ten belope van minder dan 125 euro per schenker:	
4.	Tegenwaarde van met giften gelijkgestelde prestaties of diensten van natuurlijke personen:	a. te registreren tegenwaarde ten belope van 125 euro of meer per schenker ⁹ :	
		b. niet te registreren tegenwaarde ten belope	

⁷  U dient de identiteit van de schenker en het van hem ontvangen bedrag te registreren en binnen vijfentwintig dagen na de verkiezingen op het bijgevoegde formulier rechtstreeks aan te geven bij, wat de verkiezingen van het Europees Parlement en de Kamer van Volksvertegenwoordigers betreft, de federale Controlecommissie betreffende de verkiezingsuitgaven en de boekhouding van de politieke partijen (Kamer van Volksvertegenwoordigers, Secretariaat van de Controlecommissie verkiezingsuitgaven, Natieplein 2, 1008 Brussel) en, wat de verkiezingen van de Gemeenschaps- en Gewestparlementen betreft, bij het betreffende Parlement of het door hem aangewezen orgaan. Aangezien deze gegevens strikt vertrouwelijk zijn, mogen ze dus niet worden meegedeeld aan de voorzitter van het hoofdbureau van de kieskring of van het kiescollege en mogen ze evenmin worden geraadpleegd door de kiezers.

⁸ Zie voetnoot 7.

⁹ Zie voetnoot 7.

		van minder dan 125 euro per schenker:	
5.	Financiële tegemoetkoming van de componenten van de politieke partij:		
6.	Tegenwaarde van giften in natura van de componenten van de politieke partij:		
7.	Tegenwaarde van met giften gelijkgestelde prestaties of diensten van de componenten van de politieke partij:		
8.	Geldsponsoring door ondernemingen, feitelijke verenigingen en rechtspersonen:		
	a. Sponsoring van een bedrag van 125 euro of meer, die geregistreerd moet worden, afkomstig van sponsor:		
	b. Sponsoring van een bedrag van minder dan 125 euro, die niet geregistreerd moet worden, afkomstig van sponsor:		
9.	Tegenwaarde van productsponsoring in ruil voor publiciteit door ondernemingen, feitelijke verenigingen en rechtspersonen:		
	a. Tegenwaarde van een bedrag van 125 euro of meer, die geregistreerd moet worden, afkomstig van sponsor:		
	b. Tegenwaarde van een bedrag van minder dan 125 euro, die niet geregistreerd moet worden, afkomstig van sponsor:		
10.	Geldmiddelen afkomstig van het persoonlijk patrimonium van een kandidaat, die aangerekend werden op het quotum van de toegelaten uitgaven van de partij:		
11.	Andere (te preciseren ¹⁰):		
TOTAALBEDRAG:			

C. VARIA

1. Boegbeeld

De boegbeelden die door de partij werden aangewezen overeenkomstig artikel 2, §1, laatste lid, van de voormelde wetten van 4 juli 1989 en 19 mei 1994 zijn de volgende:

Kandidaat (naam en voornamen)	Kieskring	Bedrag

¹⁰ Zie voetnoot 5.

2. Ondersteuning van de individuele verkiezingscampagne door de partij (de zogenaamde 25 procent – 10 procent-regeling)

Overeenkomstig artikel 2, §1, voorlaatste lid, van de voormelde wetten van 4 juli 1989 en 19 mei 1994 kan de partij 25 procent van het voor haar geldende maximumbedrag dat zij aan verkiezingsuitgaven mag spenderen, aan haar kandidaten toewijzen. Van die 25 procent mag zij vervolgens maximaal slechts 10 procent aan een enkele kandidaat toewijzen. Deze laatste mag dit bedrag dan naar eigen goeddunken spenderen aan zijn/haar individuele verkiezingscampagne. Hij/zij hoeft dit bedrag niet in zijn/haar eigen verkiezingsaangifte op te geven. Dat dient de partij te doen. Wel dient de betrokken kandidaat pro memorie de betrokken uitgaven in zijn/haar aangifte mee te delen.

De partij heeft, binnen de door artikel 2, §1, voorlaatste lid, van de voormelde wetten van 4 juli 1989 en 19 mei 1994 bepaalde grenzen, aan de volgende kandidaten het ernaast vermelde bedrag toegekend om er hun individuele verkiezingscampagne mee te financieren:

Kandidaat (naam en voornamen)	Kieskring	Bedrag

3. Bijkomende kandidaat die het maximumbedrag mag uitgeven

Kieskringen voor de verkiezing van de Kamer van Volksvertegenwoordigers	Kandidaat (naam en voornamen)
Antwerpen	
Brussel-Hoofdstad	
Vlaams-Brabant	
Limburg	
Oost-Vlaanderen	
West-Vlaanderen	

Aantal bijlagen (iedere bijlage dient genummerd, gedateerd en geparafeerd te worden):

Datum en handtekening,

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 27 oktober 2023.

De Minister van Binnenlandse Zaken, Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing,

Annelies Verlinden